

Eric Quiquet
Candidat EELV aux élections législatives
sur la 2e circonscription du Nord
30 rue des Meuniers
59 000 Lille

eric.quiquet@gmail.com
<http://ericquiquet.fr>

Madame, Monsieur,

Vous trouverez ci-dessous mes réponses à votre questionnaire pour en finir avec l'évasion fiscale et pour apporter une réponse juste à la crise de la dette.

Cette réponse est commune aux cinq candidat-es EELV lillois-es aux élections législatives (1ère, 2e, 4e, 9e et 11e circonscriptions du Nord).

Bien cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "E. Quiquet", with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à oeuvrer pour :

1. Que l'Etat français exige la transparence financière pays par pays des entreprises multinationales bénéficiant de marchés et de garanties publics ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

Comment ?

En demandant aux entreprises de publier un certain nombre d'informations pour chacun des pays dans lesquels elles opèrent, en particulier la liste des filiales, le nombre d'employés, les profits générés et les impôts versés pour décourager les pratiques de contournement de l'impôt les plus abusives.

Vous engagez-vous également à oeuvrer pour :

2. Augmenter la part de l'aide au développement consacrée au renforcement des administrations fiscales dans les pays du Sud et accompagner la reconversion économique des paradis fiscaux ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

3. Exiger un échange automatique d'informations de la part des intermédiaires financiers, en demandant aux banques qui opèrent en France de dévoiler leurs relations avec des contribuables français à l'étranger ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

4. Actualiser la liste française des paradis fiscaux pour recenser de façon exhaustive tous les territoires opaques et insuffisamment réglementés propices au blanchiment d'argent, à la spéculation financière et à l'évasion fiscale, et inclure également les territoires liés à la France (Monaco, Andorre) et les paradis fiscaux européens ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

En tant que candidat-e aux élections législatives, quelle est votre position sur cet enjeu crucial de la lutte contre l'évasion fiscale, et en particulier celle des entreprises multinationales ?

Libérer l'économie de la finance

Pour EELV, la lutte contre l'évasion fiscale est une priorité car l'évasion fiscale prive les pays du Sud des ressources nécessaires à leur développement et sape l'équité devant l'impôt dans les pays du Nord.

Pour lutter contre l'évasion fiscale, EELV soutient des mesures fortes pour mettre fin au secret bancaire. La France doit se doter d'une législation équivalente à la loi FATCA adoptée par les Etats-Unis, qui obligera les établissements financiers opérant en France à signaler tout mouvement financier en relation avec un résident fiscal français quel que soit le lieu de réalisation de cette transaction.

EELV soutient également l'obligation pour les firmes multinationales de publier les profits et impôts payés pays par pays et à documenter leur politique de prix de transfert.

La liste française des paradis fiscaux sera revue pour intégrer l'ensemble des pays qui refusent l'échange automatique d'informations en matière fiscale. Les banques françaises auront interdiction de maintenir des activités dans ces pays sous peine de perdre leur licence bancaire.

Pour s'assurer de la mise en œuvre de ces mesures, EELV veut renforcer les contrôles par l'embauche ou la conversion de 2000 agents publics supplémentaires affectés à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. La coopération avec les pays du Sud sera renforcée

afin de donner aux administrations fiscales de ces pays les outils pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale des multinationales.

INSTAURER LA RESPONSABILITÉ JURIDIQUE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES VIS-À-VIS DE LEURS FILIALES

Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à oeuvrer pour :

5. Lever la séparation juridique entre la maison-mère et ses filiales et sous-traitants en cas d'abus vis-à-vis des droits humains et de l'environnement ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

Comment ?

En instaurant un régime de responsabilité du fait d'autrui propre aux personnes morales contrôlantes ou dominantes.

Vous engagez-vous également à oeuvrer pour :

6. Renforcer l'obligation de transparence des entreprises en matière d'impacts sociaux, environnementaux et de droits de l'homme ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

7. Obliger les entreprises bénéficiaires de subventions publiques à prendre des mesures de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme en amont du financement de projet, notamment dans le cadre de projets financés par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) et la branche financière de l'Agence Française de Développement, PROPARCO ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

8. Lever les obstacles procéduraux à l'accès à la justice pour les victimes de l'activité d'entreprises multinationales françaises hors d'Europe en inversant la charge de la preuve, et en introduisant dans le droit national la possibilité pour un ou plusieurs demandeurs d'intenter une action en justice au bénéfice d'un groupe de personnes (action de classe) ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

En tant que candidat-e aux élections législatives, et en considérant leur poids économique et le contexte de mondialisation, quelle est votre position sur cet enjeu crucial de l'encadrement et la régulation des entreprises multinationales ?

Une économie écologique et au service des populations et des territoires

L'impunité dont jouissent les multinationales dans certains pays du Sud est scandaleuse. Les bénéficiaires ne connaissent pas les frontières, les droits humains et de l'environnement ne doivent plus en connaître.

EELV soutient donc la proposition de rendre responsables les maison-mères et de leurs dirigeants des entorses aux droits humains et de l'environnement de l'ensemble de leurs filiales et principaux sous-traitants. Pour être réellement effective, cette responsabilité étendue doit s'accompagner d'un accès facilité à la justice pour les victimes de ces abus. EELV souhaite notamment que les associations représentatives puissent intenter une action en justice en France au nom des victimes de ces abus. EELV s'engage également à ce que le versement de subventions publiques aux projets dans les pays du Sud soit strictement conditionné au respect de standards sociaux et environnementaux minimums et à la transparence des mon-

tages et flux financiers. EELV soutiendra l'extension de cette mesure aux financements européens (BEI, BERD) et s'engagera également à obliger l'ensemble des grandes entreprises à évaluer la contribution et l'impact social, sociétal et environnemental de leurs activités. Cette information devra être publique et faire l'objet d'un audit légal qui garantira la qualité des informations publiées. Les dirigeants d'entreprise seront juridiquement personnellement responsables de la sincérité des informations publiées.

RÉGULER ET ENCADRER LES MARCHÉS AGRICOLES POUR ASSURER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à oeuvrer à :

9. Lutter contre la spéculation sur les marchés des matières premières agricoles. C'est à dire encadrer et réguler les pratiques financières qui mettent en péril la stabilité des prix, assurent des bénéfices considérables à des investisseurs qui spéculent contre l'intérêt des producteurs et précarisent l'accès à l'alimentation des plus pauvres ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

Comment ?

En interdisant à tout investisseur hors secteur agricole (notamment les fonds de pensions ou les compagnies d'assurances) d'intervenir sur les marchés à terme de matières premières agricoles, et en renforçant les pouvoirs des autorités de marché afin qu'elles puissent agir sur toute situation entraînant un fort déséquilibre des cours.

Parmi nos autres demandes, vous engagez-vous à oeuvrer pour :

10. Mettre en place des stocks de régulation régionaux et internationaux, seuls à même de temporiser les fortes hausses ou baisses de prix par introduction sur les marchés ou stockage de denrées ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

11. Rendre transparentes les informations relatives à la production et aux stocks, y compris pour les agro-industriels et le secteur agroalimentaire ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

12. Stopper l'incitation à la production d'agrocarburants dans les pays en développement, en imposant un moratoire européen sur les importations d'agrocarburants de ces pays, ce qui exige d'abandonner le calendrier européen qui prévoit l'incorporation de 10 % d'agrocarburants dans le secteur des transports d'ici 2020 ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

En tant que candidat-e aux élections législatives, quelle est votre position sur la régulation des marchés agricoles et la défense des agricultures paysannes ?

Des finances publiques au service de la transition écologique

La spéculation sur les marchés agricoles, qui plonge des millions de personnes dans la famine est révoltante. EELV défend un encadrement très strict de ces marchés.

EELV soutient donc l'introduction des limites de position sur les marchés de matières premières agricoles pour les remettre au service des producteurs et des consommateurs. EELV souhaite également interdire l'ensemble des produits financiers (ETF, fonds d'investissements) qui permettent de spéculer sur l'évolution des prix des matières premières agricoles. La volatilité des marchés agricoles doit aussi être combattue en améliorant la transparence

sur le niveau des stocks. En Europe et auprès du G20, il faut renforcer et étendre le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS).

EELV soutient aussi la création de stocks agricoles publics régionaux et mondiaux. Ces stocks permettront d'éviter les crises alimentaires et de limiter les fluctuations de prix en augmentant l'offre dans les périodes de tension sur les prix.

Enfin, EELV souhaite que soit porté au G20 et à l'OMC le droit inaliénable des peuples à la souveraineté alimentaire car les pays qui souffrent le plus des fluctuations des prix agricoles sont aujourd'hui ceux dépendant du négoce agricole international pour leur approvisionnement. Les Etats du Sud doivent pouvoir protéger leur agriculture du « dumping » à l'export de nombreux pays industrialisés et émergents pour développer l'agriculture paysanne. EELV souhaite l'interdiction d'importation d'agro-carburants dont la production mobilise des surfaces agricoles aux dépens des cultures vivrières.

RESPECTER LES DROITS DES MIGRANTS

Si vous êtes élu(e) député(e), vous engagez-vous à oeuvrer à :

13. Renégocier des accords de gestion concertée, sur une base juste et équitable, fondés sur le respect des droits des migrants et en les dissociant de la politique d'aide au développement ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

Comment ?

En abrogeant les accords existants et en soutenant de nouveaux accords, négociés de manière transparente et fruits d'une véritable concertation (avec les acteurs de la société civile, les partenaires sociaux, les migrants), qui prennent en compte les intérêts fondamentaux des pays d'origine et qui cessent de subordonner le volet développement à la collaboration des pays à lutter contre l'émigration.

Vous engagez-vous par ailleurs à oeuvrer pour :

14. Encourager la construction d'accords multilatéraux, appuyés sur les structures régionales (Union Européenne, CEDEAO, CEMAC, etc.) ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

15. Engager le processus afin que la France ratifie la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et leurs familles ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

16. Porter une action en faveur de la signature de la Convention par les autres pays européens ?

OUI JE M'ENGAGE À SOUTENIR CETTE MESURE SI JE SUIS ÉLU-E

En tant que candidat-e aux élections législatives, quelle politique migratoire comptez-vous porter au niveau Français et Européen, et dans quelle mesure implique-t-elle la révision des politiques en cours ?

Une politique des migrations respectueuse des droits

L'Union européenne et la France ont mis en œuvre une politique migratoire sécuritaire qui exalte le repli sur soi et incite à la xénophobie : la législation française actuelle, fréquemment remaniée au gré des faits divers et des variations des sondages, en est une caricature ; la fermeture unilatérale des frontières par certains Etats-membres de l'espace Schengen au moment du printemps arabe en est une autre, particulièrement glaçante. A cette approche réactionnaire, EELV oppose une vision ouverte, solidaire et responsable, inscrivant la mo-

bilité dans une démarche globale de lutte contre les inégalités et favorisant le développement humain. C'est d'ailleurs l'approche prônée en 2009 par le rapport sur le développement humain du PNUD intitulé « Lever les barrières ».

Il s'agit de redéployer les moyens colossaux consacrés à la répression des migrants, leur enfermement et leur expulsion vers une politique de mobilité juste, ambitieuse et ancrée dans une perspective de long terme pour favoriser le vivre ensemble. Il s'agit également de promouvoir un codéveloppement véritable, basé sur des principes neufs, pour faire du droit à la mobilité la grande conquête du XXIe siècle : plus les droits des migrants sont garantis, plus les bénéfices réciproques pour le migrant, les pays d'accueil et d'origine sont importants. Le travail à abattre est immense, mais nous nous devons de faire avancer la France afin qu'elle redevienne ouverte et tolérante.

Concernant tout d'abord votre proposition sur les accords de gestion des flux migratoires, vous le savez, Eva JOLY a la chance d'occuper le poste de Présidente de la Commission du développement au Parlement européen et a ainsi pu y étudier la mise en place de nos accords commerciaux et de développement avec des pays moins avantagés, surtout des pays africains. Revendiquer moins de migrations tout en poursuivant des relations déséquilibrées avec les pays en développement est d'une hypocrisie sans nom ; il faut que cela cesse ! Mais EELV ne souhaite pas aborder uniquement des accords de gestion des migrations : les politiques que nous menons en termes agricoles, industriels, de gouvernance mondiale ou de propriété intellectuelle ont des impacts qui sont également considérables sur les populations des pays en développement. L'Union européenne appelle ceci « la cohérence des politiques pour le développement ».

Il est urgent de faire en sorte que toutes les politiques menées par la France comme par l'Union européenne intègrent des considérations liées aux conditions de vie des populations des pays partenaires. Nous devons relancer au niveau européen, le débat sur la directive retour et sur le rôle de Frontex qui ne peut rester le bras armé de l'Union européenne, notamment dans la zone méditerranéenne. EELV souhaite faire de Frontex une agence de protection des droits des migrants lorsqu'ils traversent les frontières malheureusement aidés par des trafiquants aux méthodes barbares.

Notre priorité est également d'en finir avec toute pénalisation de l'immigration. Aussi, EELV entend mener en urgence la dépénalisation du séjour irrégulier. Il faut fermer les centres de rétention : il est inadmissible qu'au XXIe siècle, nous enfermions des gens qui ont commis pour seul « crime » de traverser des frontières. Cela ne pourra se faire qu'à terme, mais il est essentiel d'avancer dans cette direction.

Nous souhaitons la ratification des traités internationaux liés aux droits humains et à l'environnement qui ne l'ont pas encore été ; notamment la Convention internationale sur les droits des migrants : il nous faut reconnaître l'égalité des droits aux étrangers qui viennent enrichir notre territoire, économiquement, démographiquement et culturellement. L'amélioration des droits des plus faibles a toujours, dans l'histoire, entraîné l'amélioration des droits de tous. La France doit comprendre qu'au jeu de la mondialisation, elle a plus à gagner de sa diversité que du repli sur soi.

Enfin, solidarité avec les Roms : persécutés dans leurs pays d'origine et soumis à des réglementations discriminatoires bien qu'ils soient des citoyens européens, les Roms ont en outre fait l'objet d'attaques particulièrement odieuses de la part de l'ancien gouvernement et de l'ancien Président de la République. L'expérience montre pourtant que des politiques organisées d'insertion et de fraternisation peuvent casser la spirale infernale de la misère, du logement désastreux et de l'exclusion de l'activité et de l'emploi. Face à cela, nous deman-

dans la mise en place d'une politique nationale d'accueil des Roms avec 5 volets : hébergement, scolarisation des enfants, apprentissage du français, santé et accès au travail.

Il nous faut parvenir à l'égalité des droits de tous et toutes les habitants du même territoire, rendre accessible tous nos droits à ces étrangers qui viennent enrichir notre territoire, économiquement, démographiquement et culturellement. L'amélioration des droits des plus faibles a toujours, dans l'histoire, entraîné l'amélioration des droits de tous. La France doit comprendre qu'au jeu de la mondialisation, elle a plus à gagner de sa diversité que d'un repli sur soi.

PACTE POUR UNE TERRE SOLIDAIRE

En tant que candidat-es aux élections législatives, nous avons pris connaissance des 16 propositions portées par le Pacte pour une Terre solidaire.

Nous vous communiquons ci-dessus les engagements que nous prenons dans le cadre de ce Pacte.

Plus largement, nous y indiquons nos positions sur ces thématiques.

Date : 31 mai 2012

Elise JEANNE,
Candidate EELV sur la 1^{ère} circonscription du Nord.

Eric QUIQUET,
Candidat EELV sur la 2^{ème} circonscription du Nord.

Vinciane FABER,
Candidate EELV sur la 4^{ème} circonscription du Nord.

Thérèse KOZLOWSKI
Candidate sur la 9^{ème} circonscription du Nord.

Lise DALEUX,
Candidate sur la 11^{ème} circonscription du Nord.